



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITÉS ET
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE

SERVICE DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

ARRETE n° PREF-DCDD-2009-211**du 12 mai 2009**

**portant prescriptions complémentaires aux dispositions de l'arrêté préfectoral
n° DCLD-B1-1999-092 du 31 mars 1999 autorisant M. le Président Général des
Etablissements GRAINDORGE à exploiter un atelier de traitement de métaux et
matières plastiques par voie chimique et électrolytique
sur le territoire de la commune de SENS**

**Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le Code de l'environnement, Livre V « prévention des pollutions, des risques et des nuisances » et notamment son article L.512-7 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1999-092 du 31 mars 1999 autorisant M. le Président Général des Etablissements GRAINDORGE à exploiter un atelier de traitement de métaux et matières plastiques par voie chimique et électrolytique sur le territoire de la commune de SENS ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2004-0665 du 22 juillet 2004 modifiant l'arrêté préfectoral du 31 mars 1999 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2005-0445 du 22 décembre 2005 modifiant l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-B1-1999-092 du 31 mars 1999 susvisé ;

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des installations classées, établi en date du 30 décembre 2008 ;

VU le Bilan de fonctionnement décennal remis à M. le Préfet de l'Yonne par les Etablissements GRAINDORGE en date du 12 novembre 2007 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 16 janvier 2009 ;

CONSIDERANT que la consommation d'eau à usage industriel a augmenté et dépasse le prélèvement maximal annuel autorisé par l'arrêté préfectoral du 31 mars 1999 modifié à savoir 40 000 m³/an ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne parvient pas dans l'immédiat, en ce qui concerne les eaux résiduaires, à respecter la valeur limite de rejet de 10mg/l pour le Phosphore ;

CONSIDERANT que le volume de rejet des eaux résiduaires a augmenté et dépasse le volume maximum journalier autorisé par l'arrêté du 31 mars 1999 modifié à savoir 200 m³ ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas réalisé de campagne de mesure de bruit comme prévu à l'article 22.3 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 1999 modifié susvisé ;

CONSIDERANT que l'exploitant stocke sous deux tentes des matières premières et produits finis et qu'il n'a pas porté à la connaissance de M. le Préfet de l'Yonne cette modification avec tous les éléments d'appréciation nécessaires comme prévu à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E :

Article 1^{er} –

La Société GRAINDORGE, située Z.I des Vauguilletes II, sur le territoire de la commune de SENS, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, modifiant et complétant l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1999-092 du 31 mars 1999 autorisant M. le Président Général des Etablissements GRAINDORGE à exploiter un atelier de traitement de métaux et matières plastiques par voie chimique et électrolytique sur le territoire de la commune de SENS.

Article 2 – Arrêté ministériel du 30 juin 2006

L'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées est applicable à l'installation.

Article 3 – Consommation d'eau – Etude d'incidence

L'exploitant doit réaliser une étude d'incidence sur le milieu naturel de l'augmentation de sa consommation d'eau.

Il devra définir ses besoins actuels et futurs en eau dans le cadre de son activité.

Il devra également décrire toutes les opérations réalisées afin de réduire sa consommation d'eau.

Cette étude d'incidence doit être remise à M. le Préfet de l'Yonne au plus tard 3 mois après notification du présent arrêté.

Article 4 – Rejet des eaux résiduaires – Phosphore – Etude technico-économique

L'exploitant doit réaliser une étude technico-économique relative aux moyens de traitement de son effluent en ce qui concerne le Phosphore.

L'exploitant doit exposer les différents moyens de traitement possibles dont les meilleures technologies disponibles. Il doit conclure en exposant le moyen de traitement qu'il a choisi à un coût économiquement acceptable.

Il doit fournir la garantie de rejet en Phosphore relative au moyen de traitement choisi et doit montrer que cette garantie de rejet est suffisante afin de respecter l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé.

Cette étude doit être remise à M. le Préfet de l'Yonne au plus tard 3 mois après notification du présent arrêté.

Article 5 – Rejet des eaux résiduaires – Etude d'acceptabilité

L'exploitant doit réaliser une étude d'acceptabilité du milieu naturel (Yonne) de ses rejets aqueux. Il devra définir les débits de rejet d'eaux résiduaires actuels et futurs dans le cadre de son activité.

Il devra évaluer l'incidence de l'augmentation des débits de rejet d'eau sur le milieu naturel (il devra notamment examiner l'acceptabilité du milieu pour les flux de CrVI, CrIII, Cr total, Ni, Cu, Zn, Fe, Sn, Métaux totaux, MeS, DCO, Cyanures, Hydrocarbures totaux, Phosphore, Nitrites). Cette étude d'acceptabilité doit être remise à M. le Préfet de l'Yonne au plus tard 3 mois après notification du présent arrêté.

Article 6 – Niveaux sonores – Contrôles périodiques

L'exploitant est tenu de réaliser au plus tard 3 mois après la notification du présent arrêté une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.

Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations.

Le nombre et le choix des points de mesure est soumis à l'accord de l'inspection des installations classées.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié et les résultats envoyés à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois après la réalisation d'une campagne de mesures.

En fonction des résultats de la première campagne de mesure de bruit réalisée sur le site, un arrêté préfectoral complémentaire pourra fixer des valeurs différentes de celles fixées dans

l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 1999 modifié susvisé.

Une campagne de mesures devra, par la suite, être réalisée a minima tous les 5 ans ou à l'occasion de toute modification notable des installations ou de leurs conditions d'exploitation.

Article 7 – Stockage sous tente de matières et de produits finis

L'exploitant doit porter à la connaissance de M. le Préfet de l'Yonne tous les éléments d'appréciation sur les risques liés à l'incendie engendrés par les stockage de matières premières et des produits finis dans deux tentes de type « barnum » et éventuellement compléter son étude de dangers en fonction de ses conclusions.

Article 8 – Risques Naturels - Foudre

L'article 27 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 1999 modifié susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes : « Les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées sont applicables aux installations. »

Article 9 – Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de l'écologie et du développement durable d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Article 10 – Exécution

Une copie du présent arrêté notifié par la voie administrative au Directeur des Etablissements GRAINDORGE, chargé d'afficher en permanence et de façon visible dans l'installation un extrait de cet arrêté, sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Sens
- M. le Maire de SENS
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement et de l'Agriculture
- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne
- M. le Chef du Service Interministériel des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de Protection Civile
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à Auxerre, 12 MAI 2009

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Secrétaire général,



Jean-Claude GENEY